



Formation spécialisée du 15 septembre 2025

Monsieur le Président,

Depuis plusieurs années déjà la CGT Finances Publiques 41 alerte sur l'état de santé psychologique des agents. Face à la vague de suicide qui secoue actuellement notre administration, même Amélie Verdier a dû reconnaître que la situation est préoccupante, ce qui l'a poussé à déclarer au journal Le Monde début juillet : « *Ce sont des drames qui traumatisent tout notre collectif, et des chiffres préoccupants. Je ne veux en rien les minimiser* ». **Ne pas minimiser**. Voilà ce qui devrait être le mot d'ordre de la Formation Spécialisée pour cette séance et celles à venir. Ne pas minimiser, cela commence par ne pas sous-évaluer le risque de suicide dans le DUERP. Ne pas minimiser, c'est aussi prendre des mesures concrètes, fortes et immédiates qui permettent de diminuer la pression qui pèse sur les agents. Ne pas minimiser, c'est également ne pas rejeter d'un revers de la main les avertissements des organisations syndicales au motif qu'il n'y aurait pas de danger grave et imminent. Nous avons frôlé, et frôlons encore, la catastrophe. **Il est urgent d'agir afin de protéger les agents.**

Il y a deux manières, complémentaires, de gérer un risque : protéger les personnes d'un côté, réduire le danger de l'autre. Une politique de prévention efficace consiste à privilégier la réduction du danger et à ne mettre en place des protections que lorsque cette réduction n'est pas possible. Aujourd'hui les seules démarches entreprises dans notre département sont de l'ordre de la protection : on forme les agents à gérer leur stress au travail, donc à se protéger d'un environnement nocif. **Mais aucune mesure ne vise à réduire le danger**, c'est-à-dire à s'attaquer aux causes du malaise psychologique. Celles-ci sont nombreuses et dénoncées de longue date par les organisations syndicales : Charges de travail en augmentation, baisse du nombre d'agents, perte du sens du travail, objectifs inatteignables, turnover important, travail sur liste abrutissant, management brutal, etc. Si nous n'avons pas prise sur certains de ces facteurs, nous pouvons agir sur d'autres. **Et chaque fois que c'est possible, c'est même un devoir de le faire.**

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques 41 demande :

- Une réévaluation des risques psychosociaux dans le DUERP
- l'arrêt des pressions liées aux statistiques
- la fin de l'industrialisation des tâches de travail
- une vraie mobilité intra-départementale
- une politique managériale bienveillante envers les agents.